Décision : MERC06-00233

Numéro de référence : MD6-03449-5

Date de la décision : Le 6 décembre 2006

Objet : RÉÉVALUATION DE LA COTE

Endroit : Montréal

Date de l'audience : Le 4 décembre 2006

Présent : Gilles Tremblay
Commissaire

Personnes visées :

5-M-330563-101-SI

SIHANCO INC.
177, rang de l'Église Sud
Saint-Marcel-de-Richelieu (Québec)
J0H 1T0

- Demanderesse -

CHICOINE, Simon
177, rang de l'Église Sud
Saint-Marcel-de-Richelieu (Québec)
J0H 1T0

- Mis en cause -

3-M-30035C

COMMISSION DES TRANSPORTS DU QUÉBEC
Bureau 1000
545, boul. Crémazie Est
Montréal (Québec)
H2M 2V1

- Intervenante -

Procureur de la Commission : M Luc Loiseau

SIHANCO INC. (SIHANCO) demande à la Commission de remplacer sa cote qui porte la mention « insatisfaisant » par une autre de mention « satisfaisant » ou « conditionnel ».

LE DROIT APPLICABLE

Cette demande est soumise dans le cadre de la *Loi concernant les propriétaires, les exploitants et les conducteurs de véhicules lourds* (LPECVL) dont le but est d'accroître la sécurité des usagers des chemins ouverts à la circulation publique et de préserver l'intégrité de ce réseau.

L'article 34 de cette même loi prévoit que la Commission peut réévaluer une cote lorsqu'elle estime que la personne a pris des moyens efficaces ou mis en place des mesures concrètes permettant raisonnablement de croire que le comportement à risque, ayant été l'objet des mesures administratives, est corrigé et ne se répétera plus.

Selon l'article 12 de la LPECVL, une cote de sécurité « satisfaisant » indique que la personne inscrite présente un dossier acceptable de conformité aux lois et règlements qui lui sont applicables. Pour sa part, la cote « conditionnel » indique que le droit d'une personne inscrite de mettre en circulation ou d'exploiter un véhicule lourd est assorti de conditions particulières en raison d'un dossier qui, de l'avis de la Commission, démontre des déficiences qui peuvent être corrigées par l'imposition de certaines conditions.

LES FAITS

Bien que la Commission analyse et apprécie l'ensemble de la preuve qui lui est soumise, elle ne mentionnera que les faits nécessaires à sa prise de décision.

1. Le 20 juillet 2005, la Commission modifie la cote de sécurité de SIHANCO qui passe de « satisfaisant » à « conditionnel »¹. Elle lui ordonne également de prendre les mesures suivantes :

- « a) De faire suivre à M Simon Chicoine, à Mme Lise Charette Chicoine ainsi qu'au répartiteur de l'entreprise, auprès d'un organisme ou consultant reconnu, une formation sur la Loi 430, portant sur le volet gestion et sur l'implantation et le suivi des

¹ Décision MCRC05-00170.

dossiers des conducteurs et des véhicules, en conformité avec la réglementation.

- b) De produire à la Commission un rapport récapitulatif préparé par l'organisme ou le consultant sélectionné (tel que demandé en a)) donnant un compte rendu de la formation reçue et de l'implantation et du suivi des politiques et procédures en conformité avec la Loi. Ce rapport devra couvrir une période minimale de six mois et devra être produit à la Commission au plus tard le 31 juillet 2006. »

2. Le 18 août 2006, la Commission en vient à la conclusion que SIHANCO n'a pas respecté les conditions qui lui ont été imposées par la décision de juillet 2005 et elle modifie sa cote de sécurité afin qu'elle porte la mention « insatisfaisant »².
3. Le 28 août 2006, M Simon Chicoine, M^{re} Lise Charette Chicoine ainsi que M Stéphane Tétrault, répartiteur de l'entreprise, suivent une formation sur la Loi 430 auprès du Centre de formation du transport routier Saint-Jérôme.
4. Le 29 août 2006, M Tétrault s'adresse à la Commission afin qu'elle réévalue le dossier de SIHANCO dans les plus brefs délais.
5. Convoqué en audience pour le 20 octobre 2006, M Simon Chicoine, président de SIHANCO, demande et obtient une remise parce que le consultant et lui ne sont pas prêts.
6. Lors de l'audience du 4 décembre, M Chicoine indique qu'il entend se conformer à ses obligations et qu'il veut repartir sur la bonne voie. Le 13 novembre 2006, il a rencontré un consultant en transport et il a l'intention de recourir à ses services et de suivre ses politiques et procédures au cours des deux prochaines années.
7. M Ulric Richer, consultant de U.R. Légal (Transport) inc., dit avoir refusé, dans un premier temps, de faire affaire avec SIHANCO tant et aussi longtemps que le répartiteur serait en place. M Chicoine s'étant dit prêt à lever cet obstacle, il l'a rencontré et lui a fait part que le redressement de SIHANCO passait par :

- a) une vérification des véhicules à tous les trois mois;

² Décision MCRC06-00149.

- b) l'implantation de politiques et de procédures avec une supervision durant une période de deux ans;
 - c) la production de rapports à la Commission afin de dresser le portrait de la situation.
8. M Richer n'a pas signé de contrat avec SIHANCO, il n'a aucun mandat précis jusqu'à ce jour. Par contre, il a pu constater que les véhicules de SIHANCO n'étaient pas exploités.
9. Entre le 21 août et le 7 novembre 2006, Mittal Canada inc. (Mittal) confie 28 voyages à SIHANCO. Les documents déposés montrent que :
- a) le nom de SIHANCO apparaît sous la rubrique « Nom du transporteur » dans les connaissements³;
 - b) le bordereau de transmission ainsi que le relevé de compte proviennent de SIHANCO⁴;
 - c) le chèque est libellé au nom de SIHANCO⁵.
10. Selon M Chicoine, ce sont les véhicules et les chauffeurs de 9135, une compagnie qui appartient à sa fille Marie-Ève, qui ont effectué le transport. Il a préféré donner ce transport à sa fille plutôt qu'à un concurrent. Pour sa part, il s'est occupé de la répartition et des chauffeurs.
11. SIHANCO a encaissé les chèques parce qu'elle a payé les dépenses des chauffeurs, les coûts reliés aux véhicules ainsi que les autres frais reliés au transport.
12. SIHANCO a gardé le reste de l'argent en guise de paiement des véhicules vendus à 9135. En effet, 9135 a débuté ses opérations en 2003 quand SIHANCO lui a vendu trois véhicules. Ces trois camions ont été immédiatement loués par SIHANCO. M Chicoine n'a pas demandé

³ Pièce CTQ-2 en liasse, pages 4 à 48.

⁴ Pièce CTQ-2 en liasse, pages 49 à 51.

⁵ Pièce CTQ-2 en liasse, page 3.

- à sa fille de les payer immédiatement, mais de le faire plus tard et d'attendre que 9135 soit rentable. C'est ce qui explique que SIHANCO n'a pas remis à 9135 le solde des montants provenant du transport effectué à partir du 21 août 2006. Elle l'a gardé en guise de paiement des camions. M Chicoine n'a aucun document comptable pouvant démontrer que cet argent a servi au paiement des camions.
13. Après la décision de la Commission du mois d'août 2006, M Chicoine dit avoir demandé à plusieurs reprises à Mittal de remplacer SIHANCO par 9135. Ses demandes sont restées vaines jusqu'à présent. Pour appuyer ses dires, il produit une copie d'un document daté du 22 septembre 2006 et transmis le 3 octobre 2006 à 23:14. Ce document traite de prix de transport. Dans le bas du document, M Sylvain Barrette, de Mittal, a ajouté une note en date du 5 décembre 2006, confirmant que M Chicoine lui a demandé de changer le nom de SIHANCO à la date mentionnée.
 14. Mme Marie-Ève Chicoine travaille comme policière depuis environ 14 mois. Elle ne peut plus s'impliquer dans l'exploitation d'une entreprise en raison des conflits d'intérêts. M Chicoine désire donc libérer sa fille de cette contrainte et repartir du bon pied.
 15. 9135 et SIHANCO partagent la même secrétaire et ont déclaré le même numéro de téléphone dans le formulaire d'inscription au Registre des propriétaires et des exploitants de véhicules lourds de la Commission.

L'ANALYSE DE LA COMMISSION

La Commission constate que SIHANCO s'en est tenue au strict minimum en ce qui concerne le redressement de la situation : elle a fait suivre la formation aux trois personnes mentionnées dans la décision.

Cette formation a été suivie dix jours après la décision déclarant SIHANCO « insatisfaisant ». Toutefois, cet empressement n'a pas pour objet de corriger la situation en matière de gestion de sécurité, mais bien de faire lever au plus tôt l'interdiction d'exploitation qui pesait sur l'entreprise. En effet, dès le lendemain de la formation, SIHANCO présente une demande de réévaluation de sa cote à la Commission. Or, un mois et demi plus tard, soit le 19 octobre 2006, M Chicoine demande une remise de l'audience parce que le consultant et lui ne sont pas prêts. En fait, le témoignage de M Richer démontre que SIHANCO n'a pas encore de

consultant à cette date. Ce n'est que le 13 novembre que M Richer effectuera une première visite en entreprise, une visite que la Commission qualifiera d'exploratoire, puisqu'elle n'a débouché sur aucun mandat précis et qu'il n'y a aucun contrat entre les parties.

Entre-temps, SIHANCO ne change rien à ses façons de faire, si ce n'est qu'elle a recours aux véhicules et aux chauffeurs de 9135. Cependant, SIHANCO demeure l'exploitant : elle offre ses services de transport, puisque son contrat avec Mittal n'a pas été résilié. Elle effectue du transport, car c'est son nom qui apparaît sur les différents documents de transport et les factures alors que les chèques sont libellés à son nom. Qui plus est, M Chicoine demeure le maître d'oeuvre des opérations, s'occupant à la fois des chauffeurs, des véhicules et de la répartition. Enfin, SIHANCO touche les revenus de transport, paye les dépenses des véhicules et des chauffeurs et garde les bénéfices.

Les explications fournies par M Chicoine sur la création de 9135 et le déroulement des opérations de transport confirment que 9135 n'est qu'une façade permettant à SIHANCO de continuer ses opérations. L'absence de comptabilité sur les différentes transactions financières entre ces deux compagnies est fort éloquente à ce propos.

En ce qui concerne l'affirmation de M Chicoine à l'effet qu'il désirait céder le contrat détenu par SIHANCO à 9135, la compagnie de sa fille, la Commission constate qu'elle n'est pas supportée par les faits. Cette demande a été faite verbalement près de deux mois après la décision de la Commission et c'est toujours le nom de SIHANCO qui est au contrat à la fin de novembre 2006.

La Commission ne peut que constater que la formation sur la LPECVL n'a pas donné les résultats escomptés. En effet, SIHANCO continue d'effectuer du transport en dépit de sa cote de sécurité « insatisfaisant » et rien n'a changé dans sa gestion de la sécurité.

M Chicoine laisse entendre qu'il veut repartir sur la bonne voie et, pendant ce temps, il exploite une entreprise qui a une cote de sécurité « insatisfaisant ». L'examen de la situation montre plutôt qu'il entend poursuivre l'exploitation de SIHANCO comme bon lui semble, sans égard à la loi et aux conséquences possibles. Il n'a pas hésité à impliquer 9135 dans les activités de SIHANCO même s'il savait que cela plaçait sa fille dans une situation conflictuelle, situation pouvant déboucher sur la perte d'un emploi qu'elle occupe depuis plus d'un an.

La personne qui demande la réévaluation de sa cote doit démontrer à la

Commission qu'elle a pris des moyens efficaces permettant raisonnablement de croire que le comportement à risque, ayant été l'objet des mesures administratives, est corrigé et ne se répétera plus. Or, dans le cas présent, non seulement ces moyens n'ont pas été pris, mais encore le dossier de SIHANCO s'est détérioré parce qu'elle a continué d'exploiter des véhicules lourds alors que cela lui était interdit par la loi.

POUR CES MOTIFS, la Commission :

REJETTE la demande.

Gilles Tremblay
Commissaire

MRC06-00233

No de décision :

Page : 7

NOTE : L'avis ci-annexé, décrivant les recours à l'encontre d'une décision de la Commission, fait partie intégrante de la présente décision.